

INCONSEQUENCES OCCIDENTALES

Jean-François Bayart
CNRS/CERI

L'éclatement d'une nouvelle guerre israélo-libanaise a mis en pleine lumière les inconséquences des pays occidentaux. La première d'entre elles consiste à dénier à certains des acteurs clefs de la région leur représentativité politique, voire démocratique. Ainsi du Hamas palestinien, vainqueur d'élections qui auraient dû combler d'aise les néoconservateurs américains, partisans d'un Grand Moyen-Orient régénéré par les urnes. Ainsi du Hezbollah libanais, présenté comme un corps étranger au pays du cèdre et l'instrument privilégié des menées obscures de la Syrie et de l'Iran. Or, ce mouvement armé est aussi un parti politique dont la stratégie de la bienfaisance auprès des pauvres a consolidé l'implantation sur le terrain et garanti la présence au Parlement et au gouvernement. Que Téhéran et Damas l'appuient est une évidence, mais que le Hezbollah soit à la botte de ses alliés est une ineptie. Sa force provient de sa capacité, certes contestée par une partie de l'opinion, à incarner le nationalisme libanais à l'encontre d'Israël, en lui infligeant un vrai coup militaire. Tout comme le Hamas a repris le flambeau du nationalisme palestinien des mains d'une OLP discréditée par la corruption, sa collaboration avec l'occupant ou son impuissance à le contrer.

Autre inconséquence avoir voulu évincer du jeu régional deux puissances retorses, alors même qu'on les accusait d'en tirer les ficelles. Il fallait être optimiste pour croire que la Syrie accepterait sans réagir de perdre sa mise au Liban, d'un seul coup de résolution 1559



du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU). Et la limitation des entretiens diplomatiques avec l'Iran à la seule question de la prolifération nucléaire a été une lourde erreur. Fin juillet, Jacques Chirac a rappelé que ce pays était une « puissance régionale importante » avec laquelle il était « normal d'avoir un dialogue » et qui, dans le passé, a su « écouter les conseils de modération qu'on lui faisait ». Pourquoi l'avoir oublié pendant trois ans ? Paris se complaît à évoquer son « Histoire commune » avec le Liban. Téhéran en partage une symétrique, bien antérieure aux sombres années 80, par le biais d'alliances cléricales, matrimoniales et marchandes, et non seulement politiques, militaires ou terroristes.

Troisième inconséquence: les pays occidentaux garantissent à l'une des parties, Israël, l'impunité. Les tirs de roquettes du Hezbollah, les attentats suicides du Hamas, le négationnisme du Président iranien sont inacceptables. Mais les bombardements punitifs contre des cibles civiles et les assassinats ciblés de Tsahal le sont tout autant. Et à quoi bon obtenir le retrait de la Syrie du Liban pour laisser détruire celui-ci par Israël ? Il n'y aura de paix que par la négociation entre les « durs » - la droite israélienne, le Hezbollah et le Hamas -, avec l'assentiment de l'Iran. En s'interdisant de peser sur Jérusalem de manière tangible, les Occidentaux rendent cette négociation évitable, c'est-à-dire la paix impossible.